



QUATRIEME SOMMET DES AMERIQUES

MAR DEL PLATA, ARGENTINE – 5 NOVEMBRE 2005

COMUNIQUE DES ETATS MEMBRES

TABLE DES MATIÈRES

COMMUNIQUÉ SUR LA SITUATION EN HAÏTI.....	1
COMMUNIQUÉ SUR LE NICARAGUA.....	2
COMMUNIQUÉ SUR LA COLOMBIE	3
COMMUNIQUÉ SUR LA BOLIVIE.....	4
[COMMUNIQUÉ SUR LE CYCLE DE NÉGOCIATIONS DE DOHA POUR LE DÉVELOPPEMENT.....	5

COMMUNIQUÉ SUR LA SITUATION EN HAÏTI

NOUS, CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DES PAYS DÉMOCRATIQUES DES AMÉRIQUES, réunis les 4 et 5 novembre 2005 à l'occasion du Quatrième Sommet des Amériques, à Mar del Plata (Argentine), déclarons notre appui résolu à l'aboutissement fructueux du processus électoral libre et équitable, et à l'élection d'un gouvernement stable et constitutionnel en Haïti qui sera installé le 7 février 2006. Nous appelons toutes les parties à redoubler d'efforts dans un esprit d'ouverture et de conciliation.

NOUS RECONNAISSONS les défis qui se posent à la sécurité publique et au développement démocratique, politique, économique et social d'Haïti, et nous continuerons d'appuyer les mesures adoptées par le Gouvernement de transition d'Haïti, avec l'assistance de la communauté internationale, pour tenir des élections transparentes et pour réaliser la transition politique. De même, nous saluons et soutenons pleinement les efforts déployés par l'Organisation des États Américains (OEA), les Nations Unies (ONU), et les pays de la région pour aider Haïti à surmonter ses crises récurrentes. Plus particulièrement, nous applaudissons l'engagement actif des pays de la région à l'égard de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), et en faveur de son rôle critique dans le rétablissement de la stabilité et dans l'établissement de la gouvernance démocratique pacifique en Haïti.

GARDANT PRÉSENTES A L'ESPRIT les priorités établies par le Gouvernement de transition d'Haïti, nous offrons de continuer à prêter une assistance dans des domaines clés comme la réforme du secteur de la sécurité – y compris la professionnalisation de la Police nationale haïtienne – la reconstruction sociale et économique, ainsi que la réconciliation et la remise sur les rails des processus démocratiques, et la restauration intégrale du système judiciaire. Le respect de l'État de droit et des droits de la personne est critique pour la réalisation de ces objectifs.

NOUS ACCUEILLONS FAVORABLEMENT l'appui de la communauté internationale des bailleurs de fonds, et saluons les annonces de coopération financière formulées pendant la Conférence des bailleurs de fonds internationaux parrainée par la Banque mondiale, l'Union européenne, la Banque interaméricaine de développement, et les Nations Unies en juillet 2004. Nous soulignons qu'il est indispensable que les contributions annoncées se montant à EU\$ 1 milliard soient déboursées de façon opportune pour qu'elles exercent un impact mesurable sur les vies des Haïtiens, et sur la capacité du nouveau gouvernement de répondre aux besoins du peuple haïtien tant immédiats qu'à long terme.

NOUS NOUS ENGAGEONS à continuer d'apporter notre appui au Cadre de coopération intérimaire (CCI) établi conjointement par le Gouvernement haïtien et la société civile avec la collaboration de la communauté internationale, et à son plan biennal de reconstruction connexe couvrant la période de juillet 2004 à septembre 2006. Nous nous engageons à travailler en collaboration avec le nouveau gouvernement constitutionnel pour élaborer et mettre en œuvre une stratégie à long terme pour le développement d'Haïti, et

NOUS SOULIGNONS l'importance des processus politiques en cours menant à l'établissement d'un gouvernement démocratique et stable en Haïti, s'appuyant sur le respect de l'État de droit, sur le développement d'institutions démocratiques solides, et sur le rétablissement d'une paix et d'une stabilité durables qui sont des éléments clés de la recherche de la prospérité.

COMMUNIQUÉ SUR LE NICARAGUA

NOUS, CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DES PAYS DÉMOCRATIQUES DES AMÉRIQUES, réunis les 4 et 5 novembre 2005 à Mar del Plata (Argentine), à l'occasion du Quatrième Sommet des Amériques,

AYANT PRÉSENTS À L'ESPRIT les événements politiques survenus au Nicaragua, et reconnaissant l'importance des récents accords intervenus entre le pouvoir exécutif et l'Assemblée nationale de ce pays, lesquels réaffirment la nécessité du respect de l'État de droit et la séparation et l'indépendance des pouvoirs de l'État, éléments essentiels de la démocratie représentative;

RECONNAISSANT le rôle de premier plan, et l'engagement actif de l'Organisation des États Américains (OEA) et de son Secrétaire général, José Miguel Insulza, d'accorder une attention particulière à la situation de ce pays dans le but de garantir le plein respect de l'exercice du régime démocratique,

NOUS APPELONS les pouvoirs publics et les acteurs politiques à ne ménager aucun effort, et à déployer toute leur énergie dans la recherche de solutions aux principaux problèmes nationaux au moyen d'un dialogue large et ouvert.

NOUS PRIONS INSTAMMENT le Secrétariat général de l'OEA de continuer d'épauler le processus de dialogue et le déroulement d'élections libres et équitables au Nicaragua.

COMMUNIQUÉ SUR LA COLOMBIE

(Approuvé le 2 novembre 2005)

NOUS, CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DES PAYS DÉMOCRATIQUES DES AMÉRIQUES, réunis les 4 et 5 novembre 2005 à Mar del Plata (Argentine), à l'occasion du Quatrième Sommet des Amériques reconnaissons et appuyons les efforts qui sont déployés en Colombie pour l'établissement de la paix.

NOUS INVITONS INSTAMMENT les membres des bandes armées criminelles à respecter intégralement les termes convenus pour les processus de démobilisation, de désarmement et de réinsertion, tant collectifs qu'individuels, qui se déroulent actuellement en Colombie.

NOUS SOULIGNONS ÉGALEMENT l'apport de l'Organisation des États Américains (OEA) par l'intermédiaire de la Mission d'accompagnement du processus de paix (MAPP-OEA), et rendons hommage à l'effort réalisé par le Secrétaire général de cette Organisation, José Miguel Insulza.

COMMUNIQUÉ SUR LA BOLIVIE

NOUS, CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DES PAYS DÉMOCRATIQUES DES AMÉRIQUES, réunis les 4 et 5 novembre 2005 à Mar del Plata (Argentine) à l'occasion du Quatrième Sommet des Amériques, soulignons notre confiance en la capacité de la société et les dirigeants politiques de la Bolivie de trouver des mécanismes institutionnels qui visent à trouver des solutions politiques appropriées tout en respectant l'État de droit et la légitimité démocratique. Nous invitons instamment les acteurs sociaux et politiques à continuer à rechercher les consensus nécessaires pour consolider la démocratie dans le plein respect de leurs institutions et des droits de la personne;

NOUS NOUS ASSOCIONS aux actions menées par les Nations Unies et l'Organisation des États Américains ainsi qu'aux Déclarations émises opportunément par le Groupe de Rio, le Sommet ibéro-américain, la Communauté andine et le Groupe d'appui à la Bolivie,

NOUS ENGAGEONS ÉGALEMENT le plein appui des pays de la région en faveur des actions menées par le Gouvernement du Président Eduardo Rodríguez Veltzé pour tenir des élections libres, souveraines et transparentes en décembre 2005 dans le respect intégral des termes de la Constitution en vigueur.

COMMUNIQUÉ SUR LE CYCLE DE NÉGOCIATIONS DE DOHA POUR LE DÉVELOPPEMENT

NOUS, CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DES PAYS DÉMOCRATIQUES DES AMÉRIQUES, réunis les 4 et 5 novembre 2005 à Mar del Plata (Argentine), saisissons cette occasion pour reconnaître l'importance de la conclusion fructueuse du cycle de négociations de Doha pour le développement, de l'Organisation mondiale du commerce. Cette conclusion fructueuse constitue une étape importante vers notre objectif plus large qui est d'ouvrir à nos citoyens un meilleur accès à l'économie mondiale, pour créer la prospérité et relever notre qualité de vie.

NOUS RECONNAISSONS que les principaux obstacles à l'atteinte de ces objectifs sont les subventions, les tarifs douaniers, et les barrières tarifaires qui limitent nos possibilités de croissance et de développement ;

NOUS SAVONS que la réussite du cycle ambitieux de négociations de Doha réduira et éliminera les tarifs douaniers, ainsi que d'autres barrières tarifaires. Elle mettra fin aux subventions agricoles injustes, et ouvrira les marchés mondiaux aux services ;

NOUS RECONNAISSONS le potentiel existant pour alléger le fardeau de la pauvreté, pour créer des emplois décents, et promouvoir la prospérité et les débouchés pour tous nos citoyens, et nous travaillerons pour éliminer les subventions agricoles qui provoquent des distorsions des échanges commerciaux, et freinent le développement, et pour éliminer les tarifs douaniers, ainsi que d'autres obstacles à l'ouverture des marchés aux agriculteurs du monde entier ;

NOUS RECONNAISSONS que l'expansion du commerce crée l'espoir et ouvre des débouchés pour toutes nos nations, et nous sommes résolu à collaborer pour mener à une conclusion fructueuse le cycle des négociations de Doha, de l'Organisation mondiale du commerce.

NOUS SOMMES CERTAINS que les autres participants au cycle de négociations se joindront à nous pour assurer la conclusion fructueuse des négociations de Doha.